



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° DDT-SG-2015341-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société CHROMETAL
Commune de CHAVANGES

Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

La Préfète de l'Aube,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V - partie réglementaire et partie législative - titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le code de l'environnement, livre I - partie législative, et notamment l'article L.171-8,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 82-4281 du 6 octobre 1982, modifié notamment par l'arrêté préfectoral n° 09-153 du 20 janvier 2009,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 20 novembre 2015, suite à une visite d'inspection de l'établissement le 27 mai 2015,

CONSIDERANT que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, sont applicables à la société CHROMETAL-GIDER,

CONSIDERANT que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82-4281 du 6 octobre 1982, modifié notamment par l'arrêté préfectoral n° 09-153 du 20 janvier 2009, sont applicables sur le site sans préjudice de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 27 mai 2015 a mis en évidence que la totalité ou quasi-totalité des déchets produits par les installations de traitement de surface depuis au moins les quinze dernières années, est stockée sur le site, que ce soit en intérieur dans les installations de traitement de surface ou en extérieur sans protection des eaux météorites, ni cuves de rétention pour la plupart,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1

La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège social est situé zone industrielle La Marque – 10330 CHAVANGES, est mise en demeure, pour son site localisé à l'adresse susvisée, de respecter, sous un délai d'un mois, les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 susvisé.

ARTICLE 2

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

ARTICLE 4

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de CHAVANGES pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la préfecture de l'Aube – direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne par intérim, le directeur départemental des territoires et le maire de CHAVANGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification en sera faite au directeur de la société CHROMETAL.

Troyes, le 7.12.15

La préfète



Isabelle DILHAC

